



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'aluminium  
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CGCU**

avenue Maurice Dauvergne  
77 350 Le Mée-Sur-Seine

Références : E4/25- 3016  
Code AIOT : 0006501663

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2025 dans l'établissement CGCU implanté avenue Maurice Dauvergne au Mée-sur-Seine (77 350). L'inspection a été annoncée le 30/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection entre dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection. Il a été abordé la situation administrative du site au regard de la nomenclature ICPE, la vérification de certaines prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires et de l'arrêté ministériel relatif aux installations de combustion (rubrique 2910) soumises à enregistrement. Une attention particulière a été portée à la prévention de la pollution atmosphérique.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CGCU
- avenue Maurice Dauvergne – 77 350 Le Mée-sur-Seine
- Code AIOT : 0006501663
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Compagnie Géothermique de Chauffage Urbain, CGCU, est une entreprise qui assure la gestion et le fonctionnement de la chaufferie du Mée sur Seine. Cet établissement a été régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°98 DAE 2 IC 284 du 26/11/1998.

Compte-tenu du bénéfice des droits acquis acté le 2 janvier 2020, l'établissement est aujourd'hui classé sous le régime de l'enregistrement, pour la rubrique 2910-A1.

Ainsi, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions des arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°2018/DRIEE/UD77/013 du 20/06/2018 (APC 2018), supprimant et remplaçant l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 26/11/1998 précité ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2022/DRIEAT/UD77001 du 11/01/2022 (APC 2022) ;
- Arrêté du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations de combustion moyennes	Code de l'environnement en vigueur article R.515-114, R.515-115 et R.515-16	Demande d'action corrective	2 mois
9	État des stocks des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018 article 16	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative au titre des ICPE	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 11/01/2022, article 1.2.1	Sans objet
3	Registre des combustibles	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8	Sans objet
4	Réalisation du programme de surveillance	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018 article 8.2.4.1 modifié par APC 2022	Sans objet
5	Respect des caractéristiques des installations	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2.2 modifié par APC 2022	Sans objet
6	Respect des valeurs limites de rejet atmosphériques	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2.3.1 modifié par APC 2022	Sans objet
7	Respect des valeurs limites des flux de polluants rejetés	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2.3.2 modifié par APC 2022	Sans objet
8	Mesures périodiques réalisés par un organisme agréé	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76	Sans objet
10	Présence de rétentions adaptés	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29	Sans objet
11	Réalisation des vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au regard des prescriptions réglementaires examinées et des éléments observés lors de la visite du site, il apparaît que l'exploitant assure globalement une gestion satisfaisante de son établissement au regard de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant a démontré en particulier une maîtrise appropriée des enjeux environnementaux liés à son activité, ainsi qu'une prise en compte adéquate des risques, tant accidentels que chroniques, susceptibles d'y être associés.

L'inspection des installations classées attire cependant l'attention de l'exploitant sur la nécessité de veiller au strict respect de certaines exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne :

- la cohérence entre les caractéristiques réelles de l'installation et les informations déclarées sur le registre MCP (point de contrôle n°2) ;

- la tenue et la mise à jour régulière d'un registre des produits dangereux présents sur le site (point de contrôle n°9).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative au titre des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 11/01/2022, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature de ICPE			
Prescription contrôlée :			
Par arrêté préfectoral complémentaire du 11/01/2022, l'établissement est classé au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement de la manière suivante :			
Rubriques	Désignation de la rubrique	Description de l'activité	Classement
2910-A-1	Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW	Puissance thermique maximale 31,6 MW : - 2 chaudières mixtes (GN/FOD) de puissance thermique nominale 9,3 MW - 1 chaudière au gaz naturel de puissance thermique nominale 8 MW - 1 chaudière au gaz naturel de puissance thermique nominale 5 MW	E
4734 1-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburant d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, pour les cavités souterraines et les stockages enterrés, étant supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total	84,50 t de fioul domestique (une cuve enterrée double enveloppe de fioul domestique de 100 m³)	NC
Constats :			
L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait pas eu de modification des conditions d'exploitation depuis 2022. L'inspection des installations classées a constaté que les puissances nominales pour chacune des chaudières sont cohérentes avec l'art. 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/01/2022.			

N° 2 : Installations de combustion moyennes

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement en vigueur, articles R.515-114, R.515-115 et R.515-16

**Thème(s) :** Situation administrative, recensement des installations de combustion moyennes (MCP)

**Prescription contrôlée :**

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;
- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;
- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement.

II. Ces informations sont communiquées :

1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :

- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;

[...]

2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8.

R.515-115 :

[...]

Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.

R.515-116 :

I. Les informations prévues à l'article R. 515-114, le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.

**Constats :**

La déclaration a été faite sur le registre MCP.

Cependant cette déclaration a été réalisée antérieurement à l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/01/2022. En effet, sur le registre ne figure seulement que 3 chaudières.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**



L'exploitant mettra à jour sa déclaration sur le registre MCP pour être en cohérence avec sa situation administrative actuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Registre des combustibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, connaissance des installations / contrôle du type de combustible
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- leur origine ;</li> <li>- leurs caractéristiques physico-chimiques ;</li> <li>- les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;</li> <li>- l'identité du fournisseur ;</li> <li>- le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.</li> </ul> <p>À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le registre des combustibles est établi par l'exploitant. Les différents combustibles concourant au fonctionnement de la chaudière sont bien identifiés : Gaz et Fioul. L'exploitant dispose d'un monitoring informatique GTC permettant une visualisation complète et en temps réel du fonctionnement de ses installations, et en particulier la quantité de fioul disponible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Réalisation du programme de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018, article 8.2.4.1 modifié par APC 2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, programme de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><u>art. 8.2.4.1 modifié :</u></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants, visés à l'article 3.2.2 « de l'APC 2018 », rejetés par son installation. Le programme de surveillance comprend notamment les dispositions prévues par le présent article.</p> <p>Pour les polluants concernés, une mesure est effectuée périodiquement conformément aux dispositions prévues. Tous les résultats sont enregistrés.</p> <p>Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La concentration en NOx dans les gaz résiduels est mesurée en continu pour les conduits n°3 et 4. Pour les autres, la concentration en NOx dans les gaz résiduels est mesurée trimestriellement. Au</p>

lieu des mesures périodiques, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de NOx. Ces procédures font appel aux normes CEN pertinentes ou, en l'absence de normes CEN, aux normes ISO, aux normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

La concentration en CO dans les gaz résiduels est mesurée en continu pour les conduits n°3 et 4. Pour les autres conduits, une surveillance annuelle est demandée.

La surveillance des émissions en COVM et de HAP ne s'appliquent pas lorsque le combustible consommé est exclusivement du gaz naturel. Cependant, en cas d'utilisation du fioul domestique pour les chaudières mixtes, l'exploitant devra réaliser une surveillance de ces paramètres.

La teneur en oxygène, la température sont mesurées en continu pour le conduit n°3 et 4. Pour les autres conduits, une surveillance trimestrielle est demandée.

Les dispositions précédentes sont reprises dans le tableau récapitulatif suivant :

Paramètres	Fréquence pour les conduits 3 et 4	Fréquence pour les conduits 1 et 2
Température	En continu	Trimestriellement
Teneur en O <sub>2</sub>	En continu	Trimestriellement
CO	En continu	Annuellement
NOx	En continu	Trimestriellement
COVM	-	Annuellement en fonctionnement fioul
HAP	-	Annuellement en fonctionnement fioul

#### Constats :

Le programme de surveillance établi par l'exploitant reprend notamment les prescriptions de l'article 8.4.2.1 précité. Ce programme a été mis à jour le 08/12/2023 et prend en compte le plan de protection de l'atmosphère.

Pour les conduits 3 et 4, les paramètres "température", "teneur en O<sub>2</sub>", "CO" et "NOx" sont relevés en continu via un analyseur. L'exploitant dispose d'un contrat de maintenance de l'analyseur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Respect des caractéristiques des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2.2 modifié par APC 2022

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

article 3.2.2 modifié :

Installations	Hauteur minimale de la cheminée d'extraction (en mètres)	Vitesse d'éjection des gaz à puissance nominale (m/s)	Débit des gaz (m <sup>3</sup> /h)	Nature des rejets
2 chaudières à brûleur mixte (conduit 1 et 2)	25,40 (terrain naturel) 29 (base de la cheminée)	12 en cas de consommation de FOD 5,2 en cas de consommation au GN	11 275 au FOD 11 802 au gaz	Oxydes d'azotes (NOx) Monoxyde de carbone (CO) HAP COVM
1 chaudière à		5,2	10154	Oxydes d'azotes (NOx)

brûleur GN (conduit 3)				Monoxyde de carbone (CO)
1 chaudière à brûleur GN (conduit 4)		5,2	6346	Oxydes d'azotes (NOx) Monoxyde de carbone (CO)

**Constats :**

Le rapport des mesures des émissions atmosphériques établi, le 03/06/2025, par un bureau d'études accrédité COFRAC met en évidence le respect des caractéristiques des installations de combustion par rapport aux prescriptions de l'article 3.2.2 précité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Respect des valeurs limites de rejet atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2.3.1 modifié par APC 2022

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

article 3.2.3.1 modifié :

Paramètres	VLE		
Chaudière au gaz naturel			
	Conduits 1, 2 (en mg/Nm <sup>3</sup> à 3 % d'O <sub>2</sub> )	Conduit 3 (en mg/Nm <sup>3</sup> à 3 % d'O <sub>2</sub> )	Conduit 4 (en mg/Nm <sup>3</sup> à 3 % d'O <sub>2</sub> )
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	120	100	100
CO	100	100	100
Chaudières au fioul domestique- Conduits 1 et 2 (en mg/Nm <sup>3</sup> à 3 % d'O <sub>2</sub> )			
NOx	200		
CO	100		
HAP	0,1		
COVNM (en carbone total)	110		

**Constats :**

Le dernier contrôle des mesures de rejets atmosphériques a été réalisé les 17/02 et 18/02/2025 par un bureau d'études accrédité COFRAC. L'intervention a porté sur les 4 chaudières.

Le rapport des mesures des émissions atmosphériques établi, le 03/06/2025, à cet effet, conclut au respect des valeurs limites d'émission par rapport aux prescriptions de l'article 3.2.3.1 précité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Respect des valeurs limites des flux de polluants rejetés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral Complémentaire du 20/06/2018, article 3.2.3.2 modifié par APC 2022

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des émissions atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

article 3.2.3.2 modifié :

Paramètres	Flux massique horaire (kg/h)
Chaudière au gaz naturel	



	Conduits 1, 2	Conduit 3	Conduit 4
NOx	1,42	1,02	0,64
CO	1,18	1,02	0,64
Chaudière au FOD			
NOx	2,26	-	-
CO	1,13	-	-
HAP	1,13.10 <sup>-3</sup>	-	-
COVNM	1,24	-	-

#### Constats :

Le rapport des mesures des émissions atmosphériques établi, le 03/06/2025, par un bureau d'études accrédité COFRAC met en évidence le respect des valeurs limites des flux de polluants rejetés par rapport aux prescriptions de l'article 3.2.3.2 précité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Mesures périodiques réalisés par un organisme agréé

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 76

**Thème(s) :** Risques chroniques, prévention des émissions atmosphériques

#### Prescription contrôlée :

I. Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins :

- une fois tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;
- une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ;
- une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.

II. Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.

III. Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de Nox.

[...]

#### Constats :

L'exploitant fait réaliser 2 fois par an, par un bureau d'études accrédité COFRAC, les mesures des émissions atmosphériques prévues dans son programme de surveillance.

Le dernier contrôle a été réalisé les 17/02 et 18/02/2025 et le rapport établi, le 03/06/2025 conclut au respect des valeurs limites des émissions atmosphériques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : État des stocks des produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté un inventaire de janvier 2025 des produits dangereux. Il semble peu probable que cet inventaire soit réellement à jour par rapport à la quantité des produits dangereux réellement stockés.</p> <p>Le plan des stockages a, quant à lui, été mis à jour au cours du dernier trimestre 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant mettra en place les actions nécessaires afin de tenir à jour un registre des produits dangereux. Compte tenu de la nature de l'activité du site et des fluctuations des quantités stockées, l'établissement d'un registre sur une base mensuelle pourra être considéré comme acceptable.</p> <p>Il transmettra à l'inspection des installations le registre le plus récent ainsi que le plan général des stockages de l'établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : Présence de rétentions adaptés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositif de rétention des pollutions accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li></ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul> <p>Les capacités intermédiaires de combustibles liquides alimentant les appareils de combustion sont munies de dispositifs permettant d'éviter tout débordement. Elles sont associées à des cuvettes de rétention répondant aux dispositions du présent article. Leur capacité est limitée au besoin de</p>

l'exploitation.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides, y compris en cas d'incendie. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite par exemple).

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, sans que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.

[...]

**Constats :**

Au cours de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que tous les produits liquides susceptible de créer une pollution sont sur rétention. La capacité de chaque rétention était satisfaisante. En outre, l'exploitant dissocie bien les produits incompatibles entre eux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Réalisation des vérifications périodiques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32

**Thème(s) :** Risques accidentels, dispositions d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

**I. Règles générales :**

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique, l'étalonnage le cas échéant et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**II. Contrôle des appareils de combustion :**

Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les appareils de combustion sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites dans un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :**

Le registre a été mis en place par l'exploitant. Les vérifications périodiques sont réalisées selon les fréquences imposées par la réglementation.

Les installations électriques, la détection incendie, les extincteurs, les soupapes de des chaudières ont été contrôlés respectivement le 26/08/2025, 25/07/2025, en décembre 2024, le 14/08/2025. Lorsque ces rapports présentaient des remarques, observations, défauts, non-conformités, l'exploitant a mis en œuvre les actions nécessaires pour les solder.

En outre, un outil de gestion interne, nommé " Gamme de maintenance préventive", mis en place par l'exploitant détaille l'ensemble des contrôles à réaliser dans l'établissement et la périodicité de chaque contrôle.

**Type de suites proposées : Sans suite**